

# Foire d'empoigne politique autour de Bruxelles

ÉMEUTES Renvoi de responsabilités à tous les étages, les solutions tardent à apparaître

- Le PS a durement attaqué la N-VA ce week-end, l'accusant de « récupération ».
- Le MR a mis en cause la gestion du PS, les Flamands la gestion de Bruxelles.
- Bonne chance pour réformer la sécurité...

Il va manifestement falloir attendre avant de voir émerger un débat politique serein et convergent autour de la sécurité à Bruxelles. Les déclarations politiques se sont multipliées, ces derniers jours, après les deux affrontements entre des jeunes et les forces de police au centre de la capitale. Un point de convergence : les fauteurs de trouble doivent être sanctionnés. Mais pour le reste, c'est la foire d'empoigne.

## Le PS vise la N-VA

Le PS, critiqué pour sa gestion des événements et, plus largement, de la Ville et de la Région, a adopté une défense en trois points : la police a fait son travail, les moyens ne sont pas suffisants et, surtout, la N-VA fait campagne sur le dos de Bruxelles. Rudi Vervoort, vendredi : « Les deux séquences que nous venons de vivre, c'est le lancement de la campagne qui a démarré dans le chef de la N-VA. » Rudi Vervoort a aussi envoyé une pierre dans le jardin de Bart De Wever, bourgmestre d'Anvers. « *Lugenda m'étonne. Il y a eu des émeutes à Anvers ces derniers temps, avec des policiers blessés, et on n'a pas entendu le ministre de l'Intérieur (Jan Jambon, N-VA, NDLR). Il se passe quelque chose à Bruxelles, on s'empresse de condamner et on remet tout en question.* »

Même renvoi de responsabilité de la part de Philippe Close, bourgmestre de Bruxelles. Il a lui aussi fait référence aux émeutes d'Anvers et affirme même ceci : « *J'ai interdit une manifestation des Kurdes à Bruxelles. J'ai prévenu Anvers,*

*qui ne l'a pas interdite, et il y a eu des émeutes à Anvers. Que se serait-il passé si Anvers avait interdit une manifestation, si je l'avais autorisée et s'il y avait eu des émeutes ?* » Il reproche aussi au ministre de l'Intérieur, Jan Jambon, d'avoir présenté à la presse un rapport critique sur la police bruxelloise. « *D'habitude, quand un tel rapport sort, on convoque les chefs de corps et on discute. Ici, cela n'a pas été le cas. J'avais demandé à Jan Jambon de ne pas sortir le rapport, et il fait une déclaration juste avant les JT en disant "Voici les manquements". Il faut garder son sang-froid et arrêter l'hystérie.* »

Et Karine Lalieux, échevine bruxelloise, enfonce le clou : « *Il y a une exploitation de la N-VA pour permettre une co-gestion, mettre Bruxelles sous tutelle. C'est de la récupération.* »

## Le MR vise le PS

De son côté, le MR n'a pas épargné la gestion socialiste de Bruxelles. En trois temps. Mardi, d'abord, sur *De Afspraak* (VRT), Alain Courtois, premier échevin de la ville de Bruxelles, ne soutient son bourgmestre que mollement, précisant même qu'il s'exprime comme tête de liste aux communales. Il demande une nouvelle prise en main des problèmes de sécurité. Olivier Chastel s'en est aussi pris à la gestion de la Région de Bruxelles-Capitale, critiquant l'utilisation des moyens pourtant versés par le fédéral pour la sécurité à Bruxelles.

Et enfin, Didier Reynders a été encore plus précis dans l'*Echo* samedi. « *Bon. Il faut quand même pouvoir dire aussi que si on en est là aujourd'hui à Bruxelles, c'est d'abord, et avant tout, parce qu'un seul parti a ultra-dominé une Région, je serais tenté de dire, depuis sa création en 1989. À quelques rares intervalles près, c'est bien le PS qui a disposé de tous les leviers. Partout : de la ministre-présidence à la kyrielle d'ASBL et d'associations jusqu'aux institutions qu'ils ont créées par*

*exemple pour le tourisme ou pour la sécurité. On ne va pas faire l'économie de ce débat-là non plus.* »

## Les Flamands visent la gestion de Bruxelles

Quant à la classe politique flamande, elle condamne quasi comme un seul

homme la gestion bruxelloise. La N-VA, bien sûr, mais aussi le CD&V, par la voix de son ministre de la Justice, Koen Geens. « *Bruxelles n'a pas l'ambition que devrait avoir une ville mondiale. Elle vit avec une mentalité de ville moyenne.* » Alors que le PS a demandé plus de moyens pour Bruxelles, Koen Geens lance : « *J'espère qu'on ne va pas dire que c'est une question de moyens. C'est un réflexe qu'on a trop souvent. Il faut travailler de manière professionnelle.* »

## Et les solutions ?

Les Bruxellois attendent des solutions. Mais dans cette mêlée, difficile de voir une convergence. Et s'il est une solution qui n'a pas été évoquée, c'est celle de réunir tous les acteurs autour de la table.

Ceci dit, les idées existent bel et bien, mais elles sont bien peu conciliables. Le PS, on l'a dit, demande plus de moyens pour la police et la justice. Les partis flamands, à l'unanimité, demandent une fusion des zones de police. Et les francophones, tout aussi unanimes, refusent, craignant de voir, par la suite, les communes fusionner et le pouvoir de la Flandre devenir « disproportionné » sur Bruxelles.

Une solution peut-être un peu plus politiquement réaliste est quand même apparue, par la voix de Guy Vanhengel (VLD) et de Patrick Dupriez (Ecolo) : la création, sans fusion des zones de police, d'un commandement unique à la Région. Mais il faudra sans doute attendre l'apaisement des passions politiques dans ce dossier. ■

BERNARD DEMONTY

# jeunesse « Un symptôme du mal-être d'une génération »

**N**és en Belgique, on l'aime, on est fiers comme des patriotes : mais pour la reconnaissance, ils étaient pas très hot. [...] » C'est en chanson que le rappeur Jelali D, du collectif Benlabel, appelé à comparaitre le 5 janvier après les émeutes qui avaient suivi la qualification du Maroc, a livré son droit de réponse ce week-end. Dans un post, le rappeur avait appelé ses abonnés à « tout cramer à Lemonnier » si le Maroc se qualifiait. L'homme se défend, arguant un langage commun à prendre au second degré.

L'homme, qui se considère comme le « coupable » désigné par une police qui n'a pu identifier les casseurs, pointe un sentiment de non-reconnaissance par les jeunes Belges issus de l'immigration, perçus uniquement comme des fauteurs de troubles, rarement sous le prisme des réussites. Refrain connu, certes, mais qui n'en témoigne pas moins d'un ressenti partagé par de nombreux jeunes - pas juste les « cas-

seurs »...

Bachir M'Rabet, éducateur à la maison des jeunes Le Foyer, à Molenbeek, le constate tous les jours, même auprès d'ados plutôt calmes : « Ils me disent souvent qu'eux, ils connaissent la Belgique mais que le reste de la société ne les connaît pas. Ils ont l'impression de devoir faire un effort supplémentaire pour être reconnus. Ils sont assez lucides par rapport à leurs chances de réussite sociale. » L'éducateur encourage pourtant les jeunes à accepter leur double identité... mais il faut aussi que le reste de la société accepte ces appartenances multiples : « On ne doit pas se faire reprocher de célébrer notre aspect marocain, alors qu'on supporte aussi les Diabes ! »

L'éducateur admet que si les discriminations et les rejets sont indéniables, certains en usent et abusent : « Théories du complot, alerte à l'islamophobie rampante, etc. »

Myriem Amrani est doctorante à l'ULB et présidente de Dakira ASBL, association laïque plura-

liste ayant pour but de promouvoir le dialogue interculturel. Après des années de travail de terrain, elle coordonne les politiques de cohésion sociale à Saint-Gilles (et est conseillère communale PS). Pour elle, le rapport des jeunes à la Belgique s'apparente à une relation amoureuse. « Ils se sentent belges, mais en ont marre des discours qu'on leur renvoie autour de l'intégration. À l'inverse, ils demandent aussi qu'on les reconnaisse dans leur identité spécifique, notamment religieuse. Collectivement, nous devons retravailler les représentations de ce que c'est qu'être belge. » Le contexte ne s'y prête pas, admet la doctorante : entre replis nationalistes et idéologues de la haine de l'Occident. Résultat : « Tout le monde est sur la défensive. D'un côté, les gens ont très vite le sentiment qu'ils se font traiter de racistes, tandis que les autres pensent qu'on ne les juge pas assez belges... »

Par ailleurs, une partie de la jeunesse issue de l'immigration a

carrément « intériorisé une culture de l'échec », estime Myriem Amrani : « Mais celle-ci ne vient pas de nulle part : elle se fait par l'exemple, via les grands frères, les parents. Et la réussite peut entraîner des problèmes de loyauté. Si je réussis, je me coupe des miens. Certains s'autocensurent. On peut éprouver le sentiment de n'appartenir à aucun des deux mondes. Cela paralyse. »

Les réussites existent pourtant. Une part toujours croissante des populations issues de l'immigration appartient désormais à la classe moyenne. D'où l'importance de ce que la présidente de Dakira ASBL appelle des « passeurs » : ceux qui parviennent à concilier les deux mondes.

Pour Myriem Amrani, les événements du week-end dernier doivent inciter à se demander ce que cette jeunesse nous dit. « Sans cautionner ces actes, ni plaindre les pauvres petits fauteurs de troubles ! Reste que ces troubles sont un symptôme du mal-être d'une génération. » ■

ÉLODIE BLOGIE

## MANIFESTATIONS

### Rassemblements peu suivis

Un rassemblement organisé par le mouvement Rifains du Hirak s'est tenu ce dimanche après-midi devant l'Albertine, à Bruxelles, afin de

dénoncer les émeutes qui ont eu lieu le 11 novembre dernier dans le centre de la capitale après la qualification de l'équipe nationale marocaine à la prochaine Coupe du monde de football. Entre 100 et 150 participants ont répondu à l'appel, selon

les organisateurs. La police locale estime pour sa part leur nombre à 80. Plus tôt dans la journée, un autre rassemblement visant à dénoncer les émeutes s'était tenu devant la Bourse, réunissant 20 participants. Une faible mobilisation qui

s'explique peut-être, en partie, par le fait que la Ville de Bruxelles avait rappelé samedi soir que ces rassemblements n'avaient pas été autorisés - ils n'étaient pas interdits, la Ville n'avait simplement pas été sollicitée pour donner son autorisation. (b)